DV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 8 -05- 1989
Vandemeulebroeke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 19.008/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 3 avril 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur les groupements d'intérêt économique", a donné le 20 avril 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 april 1989 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de economische samenwerkingsverbanden", heeft op 20 april 1989 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

A la séance du 11 avril 1989, le Conseil d'Etat, section de législation, a constaté que le projet de loi étant de nature à influencer les recettes, l'accord du ministre ayant le budget dans ses attributions était requis. En outre, cet accord devait être donné à la lumière d'un avis de l'inspecteur des finances. C'est pour permettre d'obtenir ledit accord que l'affaire a été remise à l'audience du 20 avril 1989.

Suivant les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'accord du Ministre du budget a été donné sous la forme d'une signature apposée sur le texte du projet sans que cette signature soit précédée de la mention "pour accord" ni complétée par la date à laquelle l'accord a été donné. Il ne résulte pas davantage des explications fournies au Conseil d'Etat que l'inspecteur des finances aurait donné son avis sur la loi en projet.

Dès lors, c'est sous réserve de l'accomplissement complet des formalités précitées que le présent avis est donné, compte tenu que ce projet présente une urgence particulière pour la raison qu'il tend à rendre la législation belge conforme à un règlement européen.

.../...

OBSERVATION GENERALE.

Le groupement d'intérêt économique dont la loi en projet fixe le régime est destiné à permettre à des entreprises de coopérer sans aller jusqu'à la fusion.

Il reprend, pour l'essentiel, les dispositions d'un projet sur lequel la section de législation avait donné, le 22 octobre 1975, un avis L. 12.368, qui a été déposé à la Chambre des représentants le 8 avril 1976 mais n'a finalement pas été voté par les chambres (1).

Les modifications apportées au projet de 1975 tendent à mettre la loi en projet en harmonie avec les modifications apportées depuis lors à la législation belge et avec les prescriptions du règlement n° 2137/85 du 25 juillet 1985 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique.

Un second projet, inscrit à la section de législation sous le n° L. 19.009/2 et sur lequel un avis fut donné en séance du 24 avril 1989, est destiné à établir les règles complémentaires ou dérogatoires au règlement européen précité pour les groupements européens constitués en Belgique.

.../...

---

(1) Doc. parl., Chambre, session 1975-1976, n° 848/

La différence la plus importante entre le projet de 1975 et le projet actuel est que celui-ci n'attribue plus impérativement un caractère commercial aux groupements d'intérêt économique. Cette modification a été dictée par le souci d'harmoniser la législation belge et l'article 4, § 1er, b, du règlement n° 2137/85 des du Conseil des Communautés européennes qui autorise les personnes physiques exerçant une profession libérale à être membres d'un groupement européen d'intérêt économique (1).

Une autre différence est à souligner. Le chapitre II du projet actuel intitulé "Dispositions fiscales" ne comporte plus que deux articles modifiant, l'un l'article 159 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (art. 27), l'autre l'article 18, § 1er, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (art. 28), alors que le chapitre correspondant du projet de 1975 comportait dix-neuf dispositions modifiant la loi fiscale. Ces dispositions, selon les intentions exprimées par le Gouvernement dans l'exposé des motifs, seront reprises dans un projet de loi fiscale. Toutefois, le Gouvernement a voulu marquer dans le présent projet son souci d'encourager l'institution de groupements d'intérêt économique en leur accordant un régime plus favorable que celui des sociétés commerciales (voyez l'article 27 du projet).

.../...

---

(1) L'article 15 du projet n° L. 19.009/2 attribue toujours compétence au tribunal de commerce pour connaître des contestations entre membres, gérants et liquidateurs des groupements européens ou belges d'intérêt économique (voyez l'art. 26 du projet de 1976).

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

La fin de ce paragraphe, alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"... les résultats de cette activité, à laquelle l'activité du groupement d'intérêt économique doit se rattacher et par rapport à laquelle elle doit avoir un caractère auxiliaire".

Paragraphe 2.

Suivant l'article 6, § 1er, VI, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, les Régions sont compétentes pour créer et gérer leurs organismes publics de crédit.

Il s'ensuit que les organismes régionaux de crédit ne seront certainement pas placés sous la tutelle d'un ministre national. La règle visée au paragraphe, alinéa 2, ne peut, dès lors, s'appliquer qu'aux seuls organismes publics nationaux de crédit.

.../...

Le texte suivant est, dès lors, proposé pour l'alinéa 2 :

"Sans préjudice des dispositions particulières qui leur sont applicables, les institutions publiques nationales de crédit ne peuvent être membres d'un groupement que moyennant l'accord des ministres nationaux de tutelle".

Article 2.

Il y a une discordance entre l'article 2 en projet et l'article 3.2, du règlement (CEE) n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique.

En effet, l'article 2 en projet ne reproduit que deux des exigences énumérées dans l'article 3.2, du règlement CEE précité, à savoir ne pas s'immiscer directement ou indirectement dans l'activité des membres du groupement d'intérêt économique (art. 3.2, a), du règlement précité) ni posséder des actions ou parts d'associés dans une société commerciale ou à forme commerciale (art. 3.2, b), du règlement précité) mais ajoute une exigence qui n'est pas prévue dans le règlement mais qui est conforme au but poursuivi par un groupement d'intérêt économique (3° de l'article 3 en projet).

Le fonctionnaire délégué a répondu au sujet de cette discordance que l'article 2 en projet pouvait être omis et que l'article 3.2, du règlement (CEE) suffirait pour déterminer les exigences à respecter par le groupement d'intérêt économique.

.../...

On peut se demander si une telle omission se justifie. En effet, d'une part, comme il a été dit ci-dessus, l'article 2 du projet énonce une exigence qui ne se retrouve pas dans l'article 3.2, du règlement précité. D'autre part, l'article 3.2, c) à e), énonce des exigences dont il n'est pas certain qu'elles doivent s'appliquer telles quelles au groupement d'intérêt économique constitué en Belgique.

L'article en projet doit être revu afin de le mettre mieux en concordance avec l'article 3.2, du règlement européen précité.

Article 3.

Alinéa 1er.

La notion de responsabilité indéfinie est contenue dans la notion de solidarité. Le mot "indéfiniment" est donc superflu et doit être omis.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Sous réserve de ce qui sera dit à l'article 15, les membres du groupement répondent solidairement de toutes les obligations du groupement".

Article 5.

Au début de l'article 5, il convient de remplacer dans le texte français le mot "indications" par le mot "mentions".

.../...

La même observation vaut pour le 2°, le 5° et l'article 8, § 4.

Au 1° de l'article 5, mieux vaut écrire dans le texte français : "1° la dénomination du groupement".

Article 7.

Paragraphe 1er.

Il y a une discordance entre le texte français qui utilise les mots "contrats des groupements" et le texte néerlandais qui utilise les mots "oprichtingsovereenkomst van de samenwerkingsverbanden". Il semble que la préférence doit être donnée au texte français et que le texte néerlandais doit, dès lors, être adapté à moins que le Gouvernement ait des raisons particulières de maintenir le texte néerlandais tel quel, auquel cas il faudrait écrire dans le texte français : "les contrats constitutifs des groupements".

La même remarque vaut pour l'article 7, § 2, l'article 8, § 1er, 1°, 7°, § 3, 1°, 3°, l'article 13, § 2, alinéa 2, 4e, 6e et 7e tirets, alinéa 3, et l'article 16, alinéa 3.

L'alinéa 1er du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les contrats des groupements sont publiés par extrait aux frais des cocontractants selon les modalités prévues aux paragraphes 2 et 3".

.../...

Paragraphe 2.

Le paragraphe 2 de l'article 7 énonce en son premier alinéa une règle qui se trouvait déjà dans l'article 7, § 2, alinéa 1er, du projet L. 12.368/2, mais il ne reproduit pas la seconde phrase dudit projet qui est rédigée comme suit :

> "Chaque groupement est tenu de demander son immatriculation au registre ouvert à cet effet. Le Roi détermine les modalités de l'immatriculation et de la constitution du dossier".

Il résulte cependant du commentaire de l'article 7 donné dans l'exposé des motifs qu'un registre spécial distinct du registre de commerce devra être ouvert au greffe du tribunal de commerce. D'autre part, l'article 9, § 1er, 4°, impose de mentionner le numéro d'immatriculation sur tous les documents émanant du groupement.

A la fin de l'article 7 en projet, il y a donc lieu d'insérer un paragraphe supplémentaire qui serait le paragraphe 7 rédigé comme suit :

"§ 7. Au moment du dépôt des actes visés au § 2, chaque groupement est tenu de demander son immatriculation au registre ouvert au Tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel il a son siège. Le Roi détermine les formes et les conditions de l'immatriculation, de sa radiation et de leur publication".

.../...

La fin du paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"... ressort territorial duquel le groupement a son siège; une expédition ou une copie du contrat y est jointe".

Il en résulte que l'alinéa 2 du paragraphe 2 doit être omis.

Paragraphe 3.

Il y a lieu de faire des deux derniers alinéas du paragraphe 3 un seul alinéa.

Paragraphe 4.

Le début du texte français de l'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi désigne ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 5.

L'alinéa 5 du paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"Les actes du groupement ne sont opposables ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 8.

Paragraphe 1er.

Le 2° du paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"2° la clause exonérant un nouveau membre du paiement des dettes antérieures à son admission lorsque cette clause figure dans l'acte d'admission conformément à l'article 15, alinéa 2;".

Article 12.

Paragraphe 3.

Dans les deux premiers alinéas, il y a lieu d'omettre, pour la raison déjà mentionnée, le mot "indéfiniment".

Le troisième alinéa du même paragraphe, qui reproduit le deuxième alinéa de l'article 62 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, doit, conformément à cette dernière disposition, être rédigé comme suit :

"Ils ne seront déchargés ..., que si aucune faute ne leur est imputable ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 13.

Paragraphe 1er.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"L'assemblée est réunie par le gérant ou, s'il en a plusieurs, sur décision conjointe des gérants; elle est obligatoirement réunie à la demande d'un quart ... (la suite comme au projet)".

Paragraphe 2.

Le texte du projet de 1976 concernant les décisions à prendre par les membres du groupement est rédigé comme suit :

> "Les décisions sont prises à l'unanimité des membres du groupement sauf si le contrat prévoit que les décisions ou certaines d'entre elles seront prises aux conditions de quorum et de majorité qu'il fixe".

Ce texte est plus clair et plus concis.

Il est, dès lors, proposé de remplacer le texte du paragraphe 2 par le texte précité en le faisant commencer par les mots "sans préjudice de l'article 16,".

Paragraphe 3.

Il y a lieu de préciser que la majorité dont il est question à l'avant-dernière ligne du paragraphe est une majorité absolue.

Article 14.

Paragraphe 4.

Il y aurait lieu d'ajouter, après les mots "Les articles 177bis et 177ter, alinéa 2", les mots "insérés par la loi du 24 mars 1978 dans les lois sur les sociétés commerciales ... (la suite comme au projet)".

Article 16.

Le texte suivant est proposé pour remplacer les alinéas 2, 3 et 4 :

"En cas de silence du contrat, un membre ne peut être exclu que sur décision du tribunal prise à la demande de l'assemblée générale et lorsque ce membre contrevient gravement à ses obligations ou cause des troubles graves dans le fonctionnement du groupement. Le membre dont l'exclusion est proposée ne peut participer au vote sur cet objet".

Article 20.

Le 5° de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"5° par l'incapacité, le décès, sauf si le contrat en dispose autrement ... auquel cas le groupement subsiste ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 21.

L'article 21 autorise la dissolution même d'office par le juge.

Pareille mesure n'est cependant prévue ni par l'article 14 de la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles ni par l'article 18 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, dispositions auxquelles l'exposé des motifs se réfère pour justifier l'article 21 du projet.

La dissolution d'office par le juge méconnaîtrait les droits de la défense si le groupement n'était pas appelé ou représenté à l'instance.

C'est pourquoi, il est préférable d'omettre les mots "soit même d'office par le juge".

Les termes "le ministère public entendu" devraient être intercalés dans le texte entre les termes "... intérêt légitime" et ", soit à la requête du ministère public ...".

Quant aux termes "si l'objet ou l'activité du groupement n'est pas conforme aux dispositions des articles 1er et 2", ils mentionnent les cas dans lesquels le ministère public peut agir en vue de la dissolution du groupement.

Le texte de l'article en projet serait, dès lors, le suivant :

"Article 21.-
La dissolution peut être prononcée soit à la demande de toute partie ayant un intérêt légitime, le ministère public étant entendu, soit à la requête du ministère public si l'objet ou l'activité du groupement ... (la suite comme au projet)".

Article 33.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 33.-
Celui qui aura fait usage des actes faux visés à l'article 32, sera puni comme s'il était l'auteur du faux".

Article 34.

L'article 34 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 34.-
Pour l'application des articles 31 à 33, les comptes annuels existent dès qu'ils sont soumis à l'inspection des membres".

Article 35.

Il s'indiquerait d'employer la formule usuelle :

"Les dispositions du Livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont ...".

De Raad van State moet, gelet op de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Raad van State, afdeling wetgeving, heeft op de zitting van 11 april 1989 geconstateerd dat het ontwerp van wet, aangezien het van die aard was dat het de ontvangsten kon beïnvloeden, het akkoord behoefde van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Bovendien moest dat akkoord gegeven worden in het licht van een advies van de inspecteur van financiën. Om mogelijk te maken dat dit akkoord werd verkregen, is de zaak uitgesteld tot de zitting van 20 april 1989.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is het akkoord van de Minister van Begroting gegeven in de vorm van diens handtekening op de tekst van het ontwerp. Die handtekening is echter niet voorafgegaan door de vermelding "akkoord" en ook de datum waarop het akkoord is gegeven, staat er niet bij. Uit de toelichting die aan de Raad van State is verstrekt, blijkt evenmin dat de inspecteur van financiën zijn advies zou hebben gegeven over de ontworpen wet.

Het is dan ook onder voorbehoud van de volledige vervulling van de voornoemde vereisten dat het onderhavige advies wordt uitgebracht, mede gelet op het feit dat met het ontwerp bijzondere spoed gemoeid is omdat het ertoe strekt de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met een Europese verordening.

ALGEMENE OPMERKING.

De economische samenwerkingsverbanden waarvoor de ontworpen wet een regeling beoogt te treffen, moeten het de ondernemingen mogelijk maken samen te werken zonder dat het tot een fusie komt.

De ontworpen wet neemt in hoofdzaak de bepalingen over van een ontwerp waarover de afdeling wetgeving op 22 oktober 1975 advies heeft gegeven onder nummer L. 12.368. Dat ontwerp is bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend op 8 april 1976 maar uiteindelijk niet aangenomen geraakt door de Kamers (1).

De wijzigingen in het ontwerp van 1976 strekken ertoe de ontworpen wet te doen harmoniëren met de wijzigingen welke sedertdien zijn aangebracht in de Belgische wetgeving en met de voorschriften van de verordening nr. 2137/85 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden.

Een tweede ontwerp, bij de afdeling wetgeving ingeschreven onder het nummer L. 19.009/2 en waarover op de zitting van 24 april 1989 advies werd gegeven, moet dienen om voor de Europese samenwerkingsverbanden die opgericht worden in België, regels vast te stellen tot aanvulling of afwijking van de voornoemde Europese verordening.

.../...

---

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1975-1976, nr. 848-1.

Het aanzienlijkste verschil tussen het ontwerp van 1976 en het onderhavige ontwerp is wel dat het laatstgenoemde ontwerp de economische samenwerkingsverbanden geen dwingend handelskarakter meer verleent. Die wijziging is ingegeven door de zorg om de Belgische wetgeving te doen harmoniëren met artikel 4, § 1, b, van de verordening nr. 2137/85 van de Raad van de Europese Gemeenschappen, die natuurlijke personen welke een vrij beroep uitoefenen toestaat lid te worden van een Europees economisch samenwerkingsverband (1).

Er moet nog op een ander verschilpunt worden gewezen. Hoofdstuk II van het huidige ontwerp met als opschrift "Fiscale bepalingen" bevat nog slechts twee artikelen, het ene tot wijziging van artikel 159 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten (artikel 27), het andere tot wijziging van artikel 18, § 1, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (artikel 28), terwijl het overeenkomstige hoofdstuk van het ontwerp van 1976 negentien bepalingen tot wijziging van de belastingwet bevatte. Die bepalingen zullen, naar de Regering in de memorie van toelichting te kennen geeft, opgenomen worden in een ontwerp van belastingwet. De Regering heeft echter haar verlangen om het oprichten van samenwerkingsverbanden aan te moedigen kracht willen bijzetten door aan die verbanden een gunstiger regeling te verlenen dan aan handelsvennootschappen is verleend (zie artikel 27 van het ontwerp).

.../...

---

(1) Artikel 15 van het ontwerp nr. L. 19.009/2. maakt de rechtbank van koophandel nog altijd bevoegd om kennis te nemen van geschillen tussen leden, zaakvoerders en vereffenaars van Europese of Belgische economische samenwerkingsverbanden (zie artikel 26 van het ontwerp van 1976).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Paragraaf 1.

Het slot van die paragraaf, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... dan wel de resultaten van die bedrijvigheid, waarbij de bedrijvigheid van het samenwerkingsverband moet aansluiten en ten opzichte waarvan deze van ondergeschikte betekenis moet zijn, te verbeteren of te vergroten".

Paragraaf 2.

Volgens artikel 6, § 1, VI, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, zijn de Gewesten bevoegd om hun openbare kredietinstellingen op te richten en te beheren.

Daaruit volgt dat de gewestelijke kredietinstellingen zeker niet onder het toezicht van een nationale minister zullen worden geplaatst. De in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde regel kan dan ook alleen maar gelden voor nationale kredietinstellingen.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Onverminderd de bijzondere bepalingen die op hen toepasselijk zijn, kunnen de nationale openbare kredietinstellingen geen lid van een samenwerkingsverband zijn dan met de toestemming van de nationale toezichthoudende ministers".

Artikel 2.

Er is een discrepantie tussen het ontworpen artikel 2 en artikel 3.2, van de verordening (EEG) nr. 2137/85 van de Raad van 25 juli 1985 tot instelling van Europese economische samenwerkingsverbanden.

Het ontworpen artikel 2 neemt immers maar twee van de in artikel 3.2, van de voornoemde EEG-verordening opgesomde eisen over, te weten : zich noch middellijk noch onmiddellijk mengen in de bedrijvigheid van de leden van het economisch samenwerkingsverband (artikel 3.2, a), van de eerdergenoemde verordening) en geen aandelen of deelnemingen bezitten in een handelsvennootschap of in een vennootschap die de vorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen (artikel 3.2, b), van de meergenoemde verordening). Anderdeels voegt het er echter een vereiste aan toe die niet voorkomt in de verordening maar die niettemin in overeenstemming is met het door een economisch samenwerkingsverband nagestreefde oogmerk (het 3° van het ontworpen artikel 2).

De gemachtigde ambtenaar heeft desgevraagd in verband met die discrepantie geantwoord dat het ontworpen artikel 2 kan vervallen en dat met artikel 3.2 van de verordening (EEG) zou kunnen worden volstaan om de door het economisch samenwerkingsverband na te leven vereisten te bepalen.

Men kan zich afvragen of die weglating wel te verantwoorden is. Enerzijds immers stelt het ontworpen artikel 2, zoals hiervoren is gezegd, een eis die niet in artikel 3.2, van de voornoemde verordening staat. Anderdeels worden in artikel 3.2, c) tot e), een aantal vereisten geformuleerd, waarvan niet vaststaat dat ze zonder meer voor het in België opgerichte economisch samenwerkingsverband moeten gelden.

Het ontworpen artikel moet worden herzien ter wille van een betere overeenstemming met artikel 3.2, van de meergenoemde Europese verordening.

Artikel 3.

Eerste lid.

Het begrip onbeperkte aansprakelijkheid ligt besloten in het begrip hoofdelijke aansprakelijkheid zelf. Het woord "onbeperkt" moet bijgevolg vervallen.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Behoudens hetgeen in artikel 15 wordt bepaald, zijn de leden van een samenwerkingsverband hoofdelijk aansprakelijk voor alle verbintenissen van het verband".

.../...

Artikel 5.

In het begin van artikel 5 vervange men in de Franse tekst het woord "indications" door "mentions".

Dezelfde opmerking geldt voor de tekst onder 2° en 5° alsook voor artikel 8, § 4.

In de tekst onder 1° van artikel 5 moet in het Frans worden gelezen : "1° la dénomination du groupement".

Artikel 7.

Paragraaf 1.

Er is een discrepantie tussen de Franse tekst die met de woorden "contrats des groupements" werkt en de Nederlandse tekst die de woorden "oprichtingsovereenkomst van de samenwerkingsverbanden" gebruikt. De voorkeur moet gegeven worden aan de Franse tekst en de Nederlandse tekst moet dus aangepast worden, tenzij de Regering bijzondere redenen heeft om de Nederlandse tekst in zijn huidige vorm te handhaven, in welk geval in de Franse tekst geschreven dient te worden : "les contrats constitutifs des groupements".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7, § 2, artikel 8, § 1, 1°, 7°, § 3, 1°, 3°, artikel 13, § 2, tweede lid, vierde, zesde en zevende streepje, derde lid, en artikel 16, derde lid.

Het eerste lid van paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De overeenkomsten van de samenwerkingsverbanden worden bekendgemaakt bij uittreksel op kosten van de medecontractanten volgens de nadere regels bepaald in de paragrafen 2 en 3".

/

Paragraaf 2.

Paragraaf 2 van artikel 7 stelt in het eerste lid een regel die reeds in artikel 7, § 2, eerste lid, van het ontwerp L. 12.368/2 stond maar de tweede volzin van het genoemde ontwerp is niet overgenomen. Die volzin luidt als volgt :

> "Iedere groepering moet haar inschrijving in het daartoe bestemde register aanvragen. De Koning stelt nadere regels met betrekking tot de inschrijving en het aanleggen van het dossier".

Uit de commentaar die de memorie van toelichting bij artikel 7 verstrekt, blijkt evenwel dat er op de griffie van de rechtbank van koophandel een bijzonder, van het handelsregister onderscheiden register zal worden aangelegd. Artikel 9, § 1, 4°, van zijn kant schrijft voor dat het inschrijvingsnummer moet worden vermeld op alle van het samenwerkingsverband uitgaande stukken.

Aan het einde van artikel 7 moet dus een bijkomende paragraaf worden ingevoegd, die paragraaf 7 zou worden met de volgende lezing :

"§ 7. Bij het neerleggen van de in paragraaf 2 bedoelde akten moet ieder samenwerkingsverband verzoeken om inschrijving in het register dat wordt aangelegd op de rechtbank van koophandel in wier rechtsgebied de zetel van het samenwerkingsverband gevestigd is. De Koning bepaalt de vorm en de voorwaarden voor de inschrijving, de doorhaling en de bekendmaking ervan".

.../...

Het slot van paragraaf 2, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... in wier rechtsgebied de zetel van het samenwerkingsverband gevestigd is; een uitgifte of een afschrift van de overeenkomst wordt erbij gevoegd".

Het tweede lid van paragraaf 2 moet bijgevolg vervallen.

Paragraaf 3.

De laatste twee leden van paragraaf 3 moeten ineengewerkt worden tot één lid.

Paragraaf 4.

In het begin van het derde lid, Franse tekst, leze men "désigne" in plaats van "indique".

Paragraaf 5.

Het vijfde lid van paragraaf 5 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De akten van het samenwerkingsverband kunnen ..." (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 8.

Paragraaf 1.

Een betere lezing voor het 2° van paragraaf 1 zou zijn :

"2° het beding waarbij een nieuw lid wordt vrijgesteld van betaling van de vóór zijn toetreding ontstane schulden indien dit beding in de toetredingsovereenkomst is opgenomen overeenkomstig artikel 15, tweede lid;".

Artikel 12.

Paragraaf 3.

In de eerste twee leden moet het woord "onbeperkt", om de reeds opgegeven reden, vervallen.

Het derde lid van dezelfde paragraaf, dat het tweede lid van artikel 62 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen overneemt, moet overeenkomstig de laatstgenoemde bepaling als volgt worden geredigeerd :

"Ten aanzien van feiten waaraan zij geen deel hebben gehad, worden zij van hun aansprakelijkheid slechts ontheven wanneer hun geen schuld te wijten is en zij die feiten hebben aangeklaagd op de eerste ledenvergadering nadat zij er kennis van hebben gekregen".

.../...

Artikel 13.

Paragraaf 1.

Paragraaf 1, tweede lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De vergadering wordt bijeengeroepen door de zaakvoerder of, als er verscheidene zaakvoerders zijn, bij dezer gezamenlijke beslissing; zij wordt verplicht bijeengeroepen op verzoek van ten minste een vierde ... (voorts zoals in het ontwerp).

Paragraaf 2.

De tekst van het ontwerp van 1976 was in verband met de door de leden van het samenwerkingsverband te nemen beslissingen als volgt geredigeerd :

"De beslissingen worden genomen met eenparigheid van stemmen van de leden van de groepering (lees : van het samenwerkingsverband) tenzij de overeenkomst bepaalt dat de besluiten of sommige besluiten genomen worden met een gegeven quorum en meerderheid".

Die tekst is, vergeleken bij de daarmee overeenkomende tekst van het ontwerp, tegelijk duidelijker en beknopter.

Er wordt dan ook voorgesteld de tekst van paragraaf 2 te vervangen door de hierboven aangehaalde tekst en deze te laten beginnen met de woorden : "Onverminderd het bepaalde in artikel 16, worden de beslissingen ...".

Paragraaf 3.

Er moet duidelijk worden gesteld dat de meerderheid waarvan sprake is op de voorlaatste regel van de paragraaf een volstrekte meerderheid is.

Artikel 14.

Paragraaf 4.

Na de woorden "De artikelen 177bis en 177ter, tweede lid," zouden de woorden moeten toegevoegd worden : "bij de wet van 24 maart 1978 ingevoegd in de wetten op de handelsvennootschappen, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 16.

Het tweede, het derde en het vierde lid behoren te worden vervangen door de volgende tekst :

"Bij stilzwijgen van de overeenkomst kan een lid alleen worden uitgesloten bij een beslissing van de rechtbank genomen op verzoek van de algemene vergadering en wanneer dat lid ernstig te kort schiet in zijn verplichtingen of de werking van het samenwerkingsverband ernstig verstoort. Het lid wiens uitsluiting wordt voorgesteld mag niet deelnemen aan de desbetreffende stemming".

Artikel 20.

De tekst onder 5° van dat artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"5° door het onbekwaam worden, het overlijden ..., tenzij in de overeenkomst anders is bepaald, in welk geval het samenwerkingsverband tussen de overige leden blijft bestaan onder de ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 21.

Artikel 21 staat ambtshalve ontbinding door de rechter toe.

In zulk een maatregel is voorzien noch door artikel 14 van de wet van 31 maart 1898 op de beroepsverenigingen noch door artikel 18 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, naar welke bepalingen de memorie van toelichting verwijst ter verantwoording van het ontworpen artikel 21.

Met ambtshalve ontbinding door de rechter worden de rechten van de verdediging miskend indien het samenwerkingsverband niet tot het geding wordt geroepen of er niet in vertegenwoordigd is.

Het is dan ook verkieslijk de woorden "of zelfs ambtshalve door de rechter" achterwege te laten.

De woorden "in elk geval wordt het openbaar ministerie gehoord," moeten ingevoegd worden na de woorden "... een wettig belang te hebben,".

.../...

De woorden "indien het doel of de werkzaamheden van het samenwerkingsverband niet overeenstemmen met de bepalingen van artikelen 1 en 2", van hun kant, maken gewag van de gevallen waarin het openbaar ministerie kan optreden met het oog op de ontbinding van het samenwerkingsverband.

De tekst zou dus als volgt luiden :

"Artikel 21.-

De ontbinding ... kan worden uitgesproken hetzij op verzoek van iedere partij die er een wettig belang bij heeft, het openbaar ministerie in ieder geval gehoord, hetzij op de ...".

Artikel 33.

Een betere lezing voor dit artikel zou zijn :

"Artikel 33.-

Hij die gebruik maakt van de in artikel 32 bedoelde valse akten wordt gestraft alsof hij de valsheid had gepleegd".

Artikel 34.

Artikel 34 zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 34.-

Voor de toepassing van de artikelen 31 tot 33 bestaat de jaarrekening van zodra zij ter inzage van de leden is gelegd".

.../...

Artikel 35.

Het is raadzaam de gebruikelijke formule te bezigen :

"De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.